

ANALYSE DU BILAN COMPTABLE ET DU COMPTE DE RESULTAT

LE BILAN COMPTABLE

Il se compose de l'actif et du passif. L'**actif**, c'est ce que l'entreprise possède et le **passif**, c'est ce que l'entreprise doit aux sociétaires, aux tiers, aux actionnaires, aux fournisseurs, etc...

I – L'actif

Il est lui-même composé de l'**actif immobilisé** (emplois durables dans l'entreprise ; ils ne se consomment pas dès la première utilisation) et de l'**actif circulant** (éléments qui ne font que transiter dans l'entreprise et qui se renouvellent).

A – L'actif immobilisé

- **Les immobilisations incorporelles :** ce sont des investissements immatériels (≠ investissements physiques). On y trouve les *brevets, licences de marques*, les *frais d'établissement* (frais de constitution de la société et frais d'augmentation du capital), les *frais de recherche et de développement* et le *fonds commercial* (valeur de la clientèle) qui sont des dépenses figurant dans le Bilan car trop importants pour figurer sur un résultat. Ils sont donc considérés comme des investissements, comme des non-valeurs. Ils ne rapportent pas d'argent à l'entreprise.

- **Les immobilisations corporelles :** ce sont des investissements physiques. On peut citer les *terrains*, les *travaux d'agencement et d'aménagement* liés aux *terrains*, les *installations techniques, matériels et outillages industriels* (machines-outils), les *constructions* (bâtiments, etc...) et les *autres immobilisations corporelles* (matériel de transport, mobilier et matériel de bureau).
- **Les immobilisations financières :** ce sont les *participations* (parts de capital détenues sous forme d'actions que l'on conserve durablement dans le but de contrôler la gestion de la société émettrice), les *prêts* (aux salariés ou aux autres entreprises) et les *autres immobilisations financières* (dépôts et cautionnements).

B – L'actif circulant

- **L'actif circulant d'exploitation :** ce sont les *stocks* et les *créances d'exploitation* (créances, clients et comptes rattachés = effets à recevoir, autres créances d'exploitation).
- **L'actif circulant hors-exploitation :** ce sont les *créances diverses* (capital souscrit et appelé non-versé).
- **L'actif de trésorerie :** on y retrouve les *Valeurs Mobilières de Placement* (actions détenues à brève échéance en vue de réaliser un gain spéculatif) et les *disponibilités*.

C – Les comptes de régularisation

On y retrouve les *charges constatées d'avance* (enregistrées dans l'exercice et correspondant à des consommations de la période ultérieure), les *charges à répartir sur plusieurs exercices* (charges trop importantes pour être supportées par un seul exercice) et enfin les *primes de remboursement des obligations* (différence entre la valeur remboursée aux obligataires et la valeur nominale du titre).

D – Les écarts de conversion actif

Les écarts de conversion actif correspondent à des baisses de créances ou à des hausses de dettes induites par des fluctuations défavorables des taux de change relatif aux devises dans lesquelles ces en-cours sont libellés entre la date de leur enregistrement comptable et la date d'arrêté du Bilan.

II – Le passif

A – Les capitaux propres

On y retrouve le *capital*, les *réserves légales* (réserve légale imposée par la loi représentant 5 % du capital ; elle cesse d'être obligatoire dès qu'elle atteint 10 % du capital) et les *réserves facultatives*. Elles sont des garanties pour les créanciers (autofinancement).

B – Le résultat

Il est une perte ou un profit. On retrouve également dans ce résultat le *report à nouveau* (partie du profit non distribué ou report d'une perte des années passées).

C – Les provisions pour risques et charges

Elles sont destinées à couvrir un risque probable mais non certain. Si elles sont destinées à couvrir un risque inférieur à 1 an, on les considère comme des dettes à court terme. Si elles sont destinées à couvrir un risque supérieur à 1 an, on les considère comme des dettes à long terme (= dettes à plus d'un an). Si ce sont des provisions sans objet (pas de litige), on les considère comme des réserves occultes (capitaux propres).

C – Les dettes

On les classe selon leur origine :

- **Les dettes financières** sont les moyens de financement obtenus auprès des établissements de crédits (*emprunts bancaires, concours bancaires courants*, c'est-à-dire les découverts bancaires et l'escompte de traites).
- **Les dettes d'exploitation :** ce sont les *dettes fournisseurs*, les *effets à payer*, la *T.V.A. à décaisser*, les *dettes fiscales et sociales* (sauf l'I.S. qui est considéré comme lié à l'activité courante et normale de l'entreprise).
- **Les dettes hors-exploitation :** ce sont les *dettes sur immobilisations* et les *autres dettes*, dont l'I.S..

D – Les produits constatés d'avance

S'ils concernent l'exploitation de l'entreprise, il faut les ajouter aux dettes d'exploitation. S'ils sont hors-exploitation (rare), il faut les ajouter aux dettes hors-exploitation.

LE compte de résultat

I – Les produits d’exploitation

Si l’entreprise n’a qu’une activité de production, on n’aura pas de ventes de marchandises. Si elle n’a qu’une activité de négoce, on n’aura que des ventes de marchandises. Si elle a une activité mixte, on aura les deux.

La *production stockée* (Stock final - Stock initial), c’est la variation des stocks des produits finis. La *production immobilisée*, c’est ce que produit l’entreprise pour ses immobilisations personnelles (elle fabrique elle-même ses machines).

II – Les soldes intermédiaires de gestion

Ils sont intéressants dans une perspective comparative sur plusieurs années et sur les concurrents.

A – La marge commerciale

Marge commerciale =
Ventes de marchandises – (Σ achats de marchandises + Δ Stocks de marchandises)

On ne calcule la *marge commerciale* que pour les entreprises ayant une activité de distribution, c'est-à-dire qu'elles achètent les marchandises mais ne les transforment pas puis vendent en l'état (activité de négoce).

On calcule la *marge commerciale* uniquement sur ce qui est vendu. Il y a donc nécessité de produire en comptant la variation de stocks. On peut calculer la *marge commerciale* sur chaque produit. Elle va être dépendante du marché fournisseur et du marché client.

B – La production

$$\text{Production} = \text{Production vendue} + \text{Production stockée} + \text{Production immobilisée}$$

La *production* totale inclut la production vendue avec la production stockée, corrigée de la variation des stocks. Une production de l'exercice peut se maintenir, voire augmenter en dépit d'une baisse des ventes des produits.

L'évolution du solde de *production* se calcule à travers deux effets :

- L'effet prix : quand le prix augmente, on ne vend pas plus, mais plus cher.
- L'effet quantité : les quantités vendues vont être fonction de la conjoncture actuelle. D'où résulte cette hausse des quantités ? Cela peut aussi venir du mode de distribution.

C – La valeur ajoutée

$$\text{Valeur ajoutée (si activité mixte)} = \text{Production} + \text{Marge commerciale} - \text{Consommations intermédiaires}$$

$$\text{Valeur ajoutée (si activité normale)} = \text{Production} - \text{Consommations intermédiaires}$$

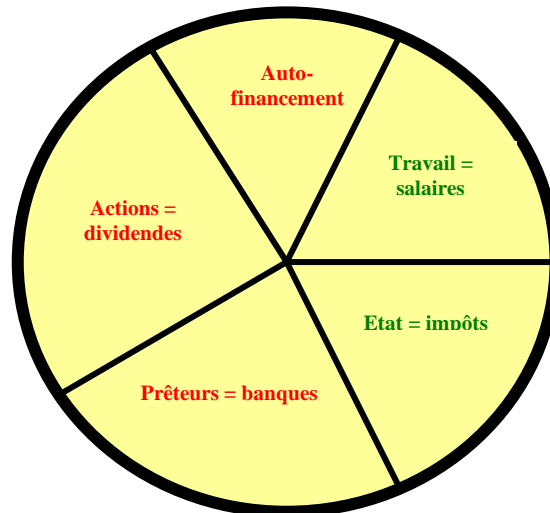
$$\text{Consommations intermédiaires} = \text{Matières premières consommées} + \text{Achats et charges externes}$$

Il faut tenir compte de l'effet prix et de l'effet quantité. *L'effet prix* s'analyse à partir d'une double évolution. C'est aussi bien l'évolution du prix des consommations intermédiaires que l'évolution du prix de vente. La baisse ou la hausse du cours des matières premières va-t-elle se répercuter sur le prix de vente ?

L'effet quantité provient de l'écart qu'il peut y avoir entre la qualité produite et la consommation. Il faut analyser le ratio « *Quantité produite / Quantité consommée* ». S'il y a baisse, alors on consomme moins que l'on produit. Dans ce cas, l'entreprise réalise des gains de productivité.

Grâce au ratio « *Productivité du facteur travail* » (valeur ajoutée / effectif de l'entreprise), on tente de voir quelle est la contribution du facteur travail à la production de richesse.

COMPOSANTES DE LA VALEUR AJOUTEE



$$\text{E.B.E.} = \text{Autofinancement} + \text{Actions} + \text{Prêteurs}$$

La rémunération des salariés dépend *du niveau des effectifs* (beaucoup de main-d'œuvre = part importante), *du niveau de qualification des effectifs* (niveau élevé = salaires élevés), *de la pyramide des âges* et *de la politique salariale*.

D – L'Excédent Brut d'Exploitation (E.B.E.)

$$\text{Excédent Brut D'Exploitation}^1 \text{ (E.B.E.)} = \text{Valeur ajoutée} + \text{Subventions d'exploitation} - (\text{Impôts et taxes} + \text{Charges de personnel})$$

Il mesure le résultat de l'activité courante de l'entreprise. il n'est pas affecté par la politique financière de l'entreprise ni par la politique d'investissements, c'est-à-dire qu'on ne tient pas compte du niveau d'endettement de l'entreprise. L'E.B.E. n'est pas affecté par la politique d'investissement qui se reflète dans l'amortissement.

L'E.B.E. ne prend en compte que des produits et des charges correspondant à des encaissements pour les produits et à des décaissements pour les charges. Il est le résultat encaissable issu de l'exploitation et c'est à partir de lui que l'on calcule la capacité d'autofinancement (C.A.F.).

E – Le résultat d'exploitation

$$\text{Résultat d'exploitation} =$$

¹ Il représente la part qui revient aux apporteurs de capital

E.B.E. – D.A.P. – Autres charges + R.A.P. (transferts de charges) + Autres produits

Il se distingue de l'E.B.E. parce qu'il intègre des Reprises et des Dotations sur Amortissements et Provisions, mais aussi parce qu'il tient compte des autres produits et autres charges de gestion courante. Les autres charges recouvrent en générale les pertes sur créances irrécouvrables.

F – Le résultat financier

**Résultat financier =
Produits financiers – Charges financières**

Ce sont les produits de placement. Les charges sont les investissements sur emprunts. Le poste « *charges financières* » est à étudier car il traduit le niveau d'endettement de l'entreprise. On commence à s'inquiéter quand les intérêts dépassent 3 % du chiffre d'affaires. Le niveau d'endettement peut aussi se traduire des fonds propres ou de capitaux propres insuffisants (ratio intéressant : *Intérêts / Dette financière*)¹.

G – Le résultat courant avant impôts

**Résultat courant avant impôts =
Résultat d'exploitation + Résultat financier**

Il est calculé avant les éléments exceptionnels et avant l'impôt sur les bénéfices. C'est un résultat qui tient compte de la structure financière de l'entreprise mais pas exceptionnelle.

H – Le résultat exceptionnel

**Résultat exceptionnel =
Produits exceptionnels – Charges exceptionnelles**

Il est calculé séparément et tient compte d'opérations exceptionnelles tant en charges qu'en produits. Il peut introduire un biais qui viendra augmenter artificiellement le résultat final.

I – Le résultat net comptable

Résultat net comptable =

¹ Les produits financiers perçus par l'entreprise proviennent en général de trois sources : la gestion de trésorerie à court terme (achat de SICAV), les choix de portefeuilles financiers à moyen ou long termes et les remontées de dividendes provenant de filiales.

Σ Produits - Σ Charges



**Résultat net comptable =
Résultat courant avant impôts + Résultat exceptionnel – (Impôt sur les bénéfices
annuel + Participation des salariés)**

C'est la synthèse de tous ces résultats nets partiels. Il indique s'il y a enrichissement ou appauvrissement de l'entreprise. Il est le critère pertinent pour mesurer la rentabilité de l'entreprise. Il existe des techniques de « *window dressing* » qui permettent de sur- ou sous-évaluer les bénéfices de l'entreprise.

III – Les retraitements des soldes intermédiaires de gestion

Il s'agit d'opérer certains reclassements de postes du Compte de résultat. Ces reclassements obéissent à des considérations de deux ordres :

1. Il s'agit de faire prévaloir une logique économique sur une logique juridico-comptable. On va donc considérer que le crédit-bail est équivalent à un investissement financé par voie d'emprunt.
2. Pour ce qui est du facteur travail, on va faire ressortir le coût des facteurs de production plutôt que de considérer des charges par nature. En effet, pour ce qui est du facteur travail, on doit retrouver les différentes composantes dispersées dans plusieurs postes de charges.

A – La subvention d'exploitation

Dans le plan comptable, on calcule la valeur ajoutée sans tenir compte d'une subvention d'exploitation éventuelle. En effet, on considère que c'est un "*plus*" qui n'est pas imputable à l'activité courante de l'entreprise. Ce choix peut être contesté dans le cas par exemple où la subvention vient compenser une contrainte imposée à l'entreprise¹.

B – Les impôts et taxes

Ce poste englobe, d'une part les impôts locaux et d'autre part, des charges à caractère social (formation continue). Ces impôts et taxes concernant par exemple la formation continue pourraient être imputés au coût du facteur travail. Ils augmenteraient alors la masse des charges de personnel. Quant à la fiscalité locale, elle couvre des services collectifs qui peuvent être considérés comme des consommations intermédiaires. On intègre en générale, l'ensemble des impôts et taxes dans les consommations intermédiaires dans la mesure où l'on considère que ce sont des services extérieurs.

¹ Une société de transport, par exemple, qui remplit une mission de services publics et qui va sous-tarifier son service à l'usage. Cette société va recevoir une subvention qui sera une simple compensation. Dans ce cas, il faudra agréger la subvention au chiffre d'affaires.

C – Le crédit-bail

Il entraîne le versement de loyers (=redevance de crédit-bail). Il figure dans les charges externes de l'entreprise. Par ailleurs, dans le Bilan, on n'a aucune trace des immobilisations financées par le crédit-bail car on n'est pas propriétaire de ces biens.

On ne peut pas amortir le bien financé par le crédit-bail. On va donc considérer le crédit-bail comme une opération d'investissement financé par l'endettement. La redevance de crédit-bail se décomposera alors en deux composantes : l'un correspondant à la D.A.P. de l'immobilisation concernée et l'autre correspondant à une charge financière qui va se calculer par différence entre la redevance et la D.A.P.

D – Les charges de personnel

Dans une optique économique, elles ne se réduisent pas aux salaires et charges sociales versées aux salariés sous contrat de travail. Elles englobent aussi le coût des intérimaires qui est enregistré dans les charges externes. Enfin, la *participation des salariés aux fruits de l'expansion* sera également intégrée aux charges de personnel. Ils ont une incidence sur la valeur des soldes intermédiaires de gestion.

Les principales modifications sont :

+	Code liasse	-	Code liasse	S.I.G.
- Ventes de marchandises	FC	- Achats de marchandises - Variation des stocks de marchandises	FS FT	Marge commerciale
- Production vendue ± Production stockée - Production immobilisée - Subvention d'exploitation	FF + FI FM FN FO			Production de l'exercice
- Production de l'exercice - Marge Commerciale		- Achat de matières premières - Variation des Stocks de matières premières - Autres achats et charges externes - Impôts et taxes	FU FV FW FY FX	Valeur Ajoutée
- E.B.E. - R.A.P. - Autres produits	FP FQ	- D.A.P. - Redevance crédit-bail de la fraction dotations	GA > GD	Résultat d'exploitation

		- Autres charges	GE	
- Résultat d'exercice - Produits financiers	GP	- Charges financières - Redevance crédit-bail de la partie charges financières	GU	Résultat Courant Avant Impôts
- Produit exceptionnel	HD	- Charges exceptionnelles	HH	Résultat exceptionnel
- R.C.A.I. - Résultat exceptionnel		- Impôts sur les bénéfices	HK	Résultat Net Comptable

Calcul de l'E.B.E. :

+	Code liasse	-	Code liasse	S.I.G.
Valeur ajoutée		- Salaires - Charges Sociales - Personnel Intérimaire - Participation des salariés	FY FZ YU HJ	Excédent Brut d'Exploitation

LE Bilan Financier

L'établissement du Bilan Financier a pour objectif de déterminer le risque de défaillance d'une entreprise (faillite). Ce risque est supérieur au risque de perte. Si l'entreprise n'a plus assez de liquidités pour faire face au passif exigible, c'est un dépôt de bilan. Le fait, pour une entreprise, de cesser ses paiements l'a fait entrer dans un processus juridique pouvant déboucher sur sa disparition.

La loi du 25/01/1985, relative au *redressement judiciaire*, définit la cessation de paiement comme l'impossibilité pour une entreprise de faire face à son passif exigible avec son actif disponible (stocks, créances clients, disponibilités, valeurs mobilières de placement, etc...). Le passif exigible représente les dettes à court terme (de moins de un an). Si le passif exigible est supérieur au passif disponible, on a un fonds de roulement négatif.

Cette situation déclenche une procédure de règlement judiciaire qui signifie et montre une défaillance financière. L'entreprise doit déposer son bilan au tribunal de commerce compétent. Un jugement va donc être prononcé et on aura affaire à deux cas possibles selon la gravité de la situation : le *redressement judiciaire* ou la *liquidation judiciaire*. Il est évident que, dans les deux cas, la défaillance aura de lourdes conséquences pour tous (propriétaires, salariés, etc...).

L'analyse financière va s'efforcer de détecter les signes avant-coureurs susceptibles d'annoncer cette situation de cessation de paiements. Le Compte de résultat peut déjà mettre en alerte par l'étude de plusieurs exercices (stagnation ou régression). Un examen des ressources et des emplois de l'entreprise permettra à l'analyste de mieux

juger l'équilibre financier de l'entreprise. On arrivera donc à une estimation plus fine des risques de cessation de paiements.

Le Bilan Financier obéit à une logique financière différente d'une optique comptable et juridique du Bilan comptable.

I – La notion de fonds de roulement

Fonds de roulement net =

Actif < 1 an - Dettes < 1 an = Capitaux permanents - Actif > 1 an

Le fonds de roulement permet d'apprécier, à court terme, le risque de non-remboursement. Plus il est élevé, plus le risque est faible. En effet, comme l'exigibilité des dettes à court terme est certaine, alors que la liquidité des actifs à court terme est aléatoire, le créancier en conclut qu'une différence positive entre le montant des actifs à court terme et celui des dettes à court terme lui permet de se prémunir contre ce risque.

L'équilibre financier est en principe assuré à partir du moment où il existe un fonds de roulement positif. L'entreprise détient donc en bas de son Bilan, assez d'actifs liquides ou à court terme pour pouvoir régler ses dettes à court terme.

ACTIF

<u>Actif > 1 an</u> - Actif fictif Immobilisations nettes > 1 an - Actif immobilisé < 1 an + Actif circulant > 1 an
<u>Actif > 1 an</u> Actif Circulant < 1 an + Actif Immobilisé < 1 an (prêts < 1 an) - Actif circulant > 1 an (stock-outil)

PASSIF

<u>Capitaux Propres</u> - Actif fictif
<u>Dettes > 1 an</u>
<u>Dettes < 1 an</u>

Fonds
de
Roule
ment

II – Les ratios d’analyse financière

A – Les ratios de structure

Ils font appel à des éléments du Bilan Financier :

- **Ratio de liquidité générale** = Actifs < 1 an / Dettes < 1 an

Si $r > 1$, alors le fonds de roulement est positif et réciproquement.

- **Ratio de liquidité réduite** = (Actifs < 1 an – Stocks) / Dettes < 1 an

Si $r > 1$, avec les seules créances et disponibilités, il serait possible de faire face aux dettes à court terme..

- **Ratio de liquidité immédiate** = Disponibilités / Dettes < 1 an

Si $r > 1$, il y a mauvais emploi des disponibilités.

B – Les ratios de l’endettement

- Dettes > 1 an / Capitaux Propres

Ce ratio doit obligatoirement être inférieur ou égal à 1.

- Dettes > 1 an / Passif du Bilan Financier

Ce ratio donne une idée de l’importance de l’endettement bancaire dans la structure du passif.

- Total Dettes / Total Passif

Ce ratio donne une idée générale de l’endettement total de l’entreprise.

C – Les ratios de gestion

Ils ont pour but de vérifier l’efficacité de la gestion d’une entreprise.

- **Les ratios de stockage** permettent d’avoir une idée de la durée moyenne des stocks.

$$\text{Durée moyenne stock de marchandises} = (\text{Stock moyen de marchandises} / \text{Coût d'achat des marchandises vendues}) \times 360$$

$$\text{Durée moyenne stock de produits finis} = (\text{Stock moyen de produits finis} / \text{Coût de revient des produits finis}) \times 360$$

$$\text{Stock moyen} = (\text{Stock initial} + \text{Stock Final}) / 2$$

- **Ratio de la durée moyenne du crédit client** = $(\text{Clients et Comptes rattachés} / \text{Ventes T.T.C.}) \times 360$.
- **Ratio de la durée moyenne du crédit fournisseur** = $(\text{Fournisseurs et Créances rattachées} / \text{Achats T.T.C.}) \times 360$.

D – Les ratios de rentabilité

- **Ratio de valeur ajoutée** = $[\text{Valeur ajoutée} / (\text{Production} + \text{Ventes de marchandises})] \times 100$.

C'est la proportion de la valeur ajoutée réalisée par l'entreprise à l'occasion de son activité industrielle.

- **Ratio de rentabilité d'exploitation** = $(\text{E.B.E.} / \text{C.A. hors taxes}) \times 100$.

Il mesure la productivité de l'entreprise et permet d'en suivre l'évolution avant l'incidence de la politique d'amortissement et de la structure de financement. Privilégié pour les comparaisons interentreprises et même intersectorielles.

- **Ratio de rentabilité financière** = $(\text{Résultat net} / \text{Capitaux propres}) \times 100$.

LE Bilan Fonctionnel

Alors que l'analyse en termes de liquidité et d'exigibilité (Bilan Fonctionnel) voit dans le Bilan un état du patrimoine de l'entreprise, l'analyse fonctionnelle, qui a été développée par Meubriet de Barolet & Boulmer dans les années 70, considère le Bilan comme un état à un moment donné, côté passif des ressources à sa disposition, et côté actif, des différents emplois donnés à ces ressources, et cela indépendamment de la qualification juridique des emplois et des ressources.

Pour ce qui est des emplois, l'entreprise doit faire face à deux catégories d'emplois : les emplois liés à des opérations d'investissement et les emplois liés à des opérations courantes. Le besoin de financement lié à des opérations d'investissement est mesuré par le montant brut des immobilisations. Le besoin de financement lié aux opérations courantes est mesuré par le montant brut des stocks et créances, déduction faite du montant des dettes courantes. Ce besoin est encore appelé **besoin en fonds de roulement**. On distingue le besoin en fonds de roulement d'exploitation (BFRE) et le besoin en fonds de roulement hors-exploitation (BFRHE).

Un besoin permanent de financement doit être financé par des ressources dites stables. Les ressources stables sont des ressources qui, quand l'entreprise a pu en disposer, étaient à moyen ou long terme. Elles comprennent les *capitaux propres*, mais aussi les *amortissements et provisions* de l'actif, les *provisions pour risques et charges* et enfin les *emprunts et dettes auprès des établissements de crédits*, quelles que soient leurs échéances, et à l'exclusion des *concours bancaires courants* et *soldes créditeurs de banque*.

I – L'analyse du Bilan Fonctionnel

<p>ACTIF IMMOBILISE ⁽¹⁾ Emplois Stables</p> <p>Incorporel, Corporel, Financier.</p> <p>(en valeur brute)</p>	<p>FINANCEMENT STABLE ⁽³⁾ Ressources stables</p> <p>Capitaux propres (total I du passif)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Capital non appelé + Provisions pour risques et charges + Amortissements et provisions sur l'ensemble de l'actif - Charges à répartir (montant net) + Dettes financières (sauf concours bancaires courants) ⁽⁴⁾
<p>ACTIF CIRCULANT D'EXPLOITATION</p> <p>Stocks</p> <ul style="list-style-type: none"> + Avances et acomptes versés + Créances d'exploitation ⁽²⁾ + Autres créances d'exploitation + Charges constatées d'avance d'exploitation <p>(en valeur brute)</p>	<p>DETTES D'EXPLOITATION</p> <p>Avances et acomptes reçus</p> <ul style="list-style-type: none"> + Dettes fournisseurs + Dettes fiscales et sociales (sauf I.S.) + Autres dettes d'exploitation + Produits constatés d'avance d'exploitation

<p>ACTIF CIRCULANT HORS-EXPLOITATION</p> <p>Créances hors-exploitation + Valeurs mobilières de placement + Charges constatées d'avance hors-exploitation (en valeur brute)</p>	<p>DETTES HORS-EXPLOITATION</p> <p>Dettes sur immobilisations + Dettes fiscales (I.S.) + Autres dettes hors-exploitation + Produits constatés d'avance hors-exploitation</p>
<p>TRESORERIE ACTIVE</p> <p>Disponibilités</p>	<p>TRESORERIE PASSIVE</p> <p>Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques ⁽²⁾</p>

- (1) Le Bilan Fonctionnel de la Banque de France divise l'actif immobilisé en actif immobilisé d'exploitation et actif immobilisé hors-exploitation. Il préconise également de réintégrer à ce niveau la valeur des immobilisations financées par le crédit-bail. Ceci ne modifie pas le *fonds de roulement net global* (FRNG).
- (2) Les effets escomptés non échus (EENE) sont réintégrés à ce niveau à l'actif (actif circulant d'exploitation) et au passif (trésorerie passive).
- (3) Le crédit-bail est également réintégré dans le financement stable en amortissements (pour la partie représentant l'amortissement économique du bien) et en dettes financières (pour la partie non amortie).
- (4) Moins les primes de remboursement des obligations, éventuellement.

II – Les ratios fondamentaux

**Fonds de Roulement net Global =
Ressources stables - Emplois stables**

**Besoin en Fonds de Roulement d'Exploitation =
Actif circulant d'exploitation – Dettes d'exploitation**

**Besoin en Fonds de Roulement Hors-Exploitation =
Actif circulant hors-exploitation – Dettes hors-exploitation**

**Trésorerie Nette =
Trésorerie active – Trésorerie passive**



**Trésorerie Nette =
Fonds de Roulement Net Global – (Besoin en Fonds de Roulement d'Exploitation
+ Besoin en Fonds de Roulement Hors-Exploitation)**

III – La relation fondamentale d'équilibre financier et les différentes situations possibles de trésorerie

La trésorerie mesure le degré d'ajustement du fonds de roulement au besoin en fonds de roulement. Elle peut être négative ou positive. Quand l'entreprise a une trésorerie négative, ce n'est pas bon car il y a un risque de cession de paiement et donc de faillite (agios trop importants).

1^{ère} situation : l'entreprise dispose d'un fonds de roulement positif et supérieur à son besoin en fonds de roulement. La trésorerie nette est positive. C'est une situation satisfaisante à condition que la trésorerie soit correctement utilisée, c'est-à-dire placée dans des conditions de rémunération correctes.

2^{ème} situation : le fonds de roulement est positif mais inférieur au besoin en fonds de roulement. La trésorerie est donc négative. L'équilibre financier de l'entreprise repose sur des concours bancaires courants. Cela coûte donc cher en agios et prouve une indépendance financière. Cette situation est celle d'entreprises qui connaissent une forte croissante de leur activité et corrélativement de leur besoin en fonds de roulement.

3^{ème} situation : l'entreprise dispose encore d'un besoin en fonds de roulement positif mais de plus, un fonds de roulement négatif. La trésorerie est négative. Cette situation est la preuve de graves difficultés financières.

4^{ème} situation : l'entreprise a un fonds de roulement négatif mais inférieur en valeur absolue à un besoin en fonds de roulement négatif. La trésorerie sera positive et va générer des produits financiers (cas de la Grande Distribution).

5^{ème} situation : l'entreprise a un fonds de roulement négatif, et supérieur en valeur absolue au besoin en fonds de roulement négatif. La trésorerie est négative. Son équilibre financier est réalisé grâce à des concours bancaires courants.

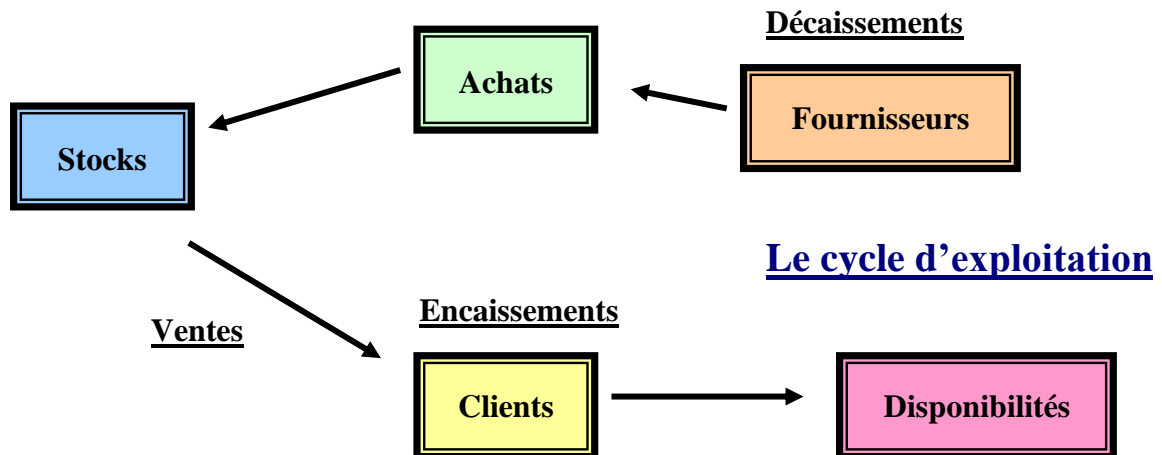
6^{ème} situation : l'entreprise dispose d'un fonds de roulement positif mais elle a un besoin en fonds de roulement négatif. En d'autres termes, les opérations courantes lui procurent des ressources (crédit fournisseur > crédit clients). On a une trésorerie positive. C'est une situation favorable pour l'entreprise qui réalise des produits financiers, ce qui améliore sa rentabilité.

IV – L'analyse des évolutions respectives du fonds de roulement et du besoin en fonds de roulement

Le fonds de roulement se trouve alimenté en continu par la capacité d'autofinancement, mesuré ex-poste par les D.A.P. augmentées du résultat net. Les D.A.P. donnent naissance aux stocks d'amortissements et de provisions qui figurent au Bilan. La partie non distribuée du résultat net donne naissance aux réserves. Par ailleurs, il est modifié ponctuellement par les opérations affectant les immobilisations, celles concernant le capital et enfin par les emprunts.

Les variables explicatives de l'évolution du BFRE sont nombreuses mais deux variables exigent une attention particulière : le niveau d'activité et la gestion du cycle d'exploitation.

Toutes choses étant égales par ailleurs, tant que la nature de l'activité ne change pas, le BFRE reste proportionnel au chiffre d'affaires. Le rapport entre les deux, mesure l'évolution du BFRE en fonction du chiffre d'affaires. Une modification dans le temps de ce rapport peut signifier un changement dans la gestion du cycle d'exploitation.



Outre ces deux variables, d'autres variables peuvent influencer sur le niveau du BFRE. Parmi ces variables, on peut citer par exemple le mouvement des prix relatifs. L'entreprise dont les prix de vente augmentent plus vite que les prix d'achat voit assez souvent son BFR augmenter plus vite que son chiffre d'affaires.

Cas n°1 : le BFR reste proportionnel au chiffre d'affaires. Les différentes composantes du BFR restent telles quelles. Quant au fonds de roulement, il augmente plus vite que le chiffre d'affaires. Cette évolution révèle une bonne capacité d'autofinancement et une bonne rentabilité. C'est le cas d'une entreprise dont la croissance s'accompagne d'un renforcement de son équilibre financier.

Cas n°2 : Le BFR augmente plus vite que le chiffre d'affaires alors que le fonds de roulement augmente très peu. Ceci a pour conséquence d'augmenter le déficit de trésorerie. C'est le cas d'une entreprise en croissance mais qui gère mal son cycle d'exploitation. Par ailleurs, la capacité d'autofinancement et la rentabilité sont faibles.

Cas n°3 : Le BFR augmente alors que le chiffre d'affaires reste stable et que le fonds de roulement baisse. La trésorerie devient alors négative. C'est le cas d'une entreprise en stagnation et qui réalise des pertes, pertes qui font diminuer son fonds de roulement.

Cas n°4 : Le BFR baisse proportionnellement au chiffre d'affaires mais cette diminution du chiffre d'affaires entraîne souvent des pertes affectant le fonds de roulement qui sera donc en baisse. C'est le cas d'une entreprise qui est en récession, qui gère assez bien son BFR, mais dont les ressources stables se révèlent progressivement insuffisantes.

V – Les retraitements hors bilan

Il s'agit souvent de deux types de retraitements : les effets escomptés non-échus et le crédit-bail.

Dans le Bilan Fonctionnel, les effets escomptés non-échus doivent être réintégrés dans l'actif circulant avec les créances d'exploitation. Au niveau du passif, on les ajoute aux soldes créditeurs de banque.

En ce qui concerne le crédit-bail (*leasing*), on va le réintégrer dans l'actif puisqu'il n'y figure que dans l'Annexe et que l'entreprise n'en est pas juridiquement propriétaire. Il n'y a donc pas d'emprunt au passif puisqu'on verse un loyer pour ce crédit-bail. Le Bilan Fonctionnel intègre les équipements financés par crédit-bail comme s'ils s'agissaient d'acquisitions d'immobilisations financées par un emprunt. La valeur d'origine de l'équipement est réintégrée dans les emplois stables ; l'équivalent des amortissements est réintégré dans les ressources stables ; l'équivalent de la valeur nette sera réintégrée dans les dettes financières¹.

VI – Critiques de l'analyse fonctionnelle

Les outils de la gestion financière présentent un caractère très contingent, c'est-à-dire qu'ils dépendent des comportements des entreprises et de leurs partenaires financiers mais aussi du contexte économique à une époque donnée. Il n'est pas étonnant que ces outils soient remis en cause par d'autres outils qui leur succèdent. D'une certaine façon, l'analyse fonctionnelle est donc née des critiques faites à l'analyse en terme de liquidités-exigibilité dans les années 1970.

L'analyse fonctionnelle, à son tour, a dû, dans les années 1980-1990, affronter un certain nombre de critiques. Elles portaient surtout sur la notion de ressources stables. En effet, on a critiqué le fait d'exclure les concours bancaires courants : les banques ont l'habitude de renouveler presque automatiquement certains des crédits de trésorerie qu'elles accordent. Elles constituent donc des ressources stables.

¹ La Société **Weinheber** utilise depuis 3 ans un matériel financé par crédit-bail dont les dispositions sont les suivantes :

- Valeur d'origine du matériel : 560 000 FF
- Durée du contrat : 5 ans dont 2 restent à courir
- Valeur du matériel en fin de contrat : 280 000 FF
- Loyer annuel : 100 000 FF

- Annuité d'amortissement en linéaire : $(560\,000 - 280\,000) / 5 = 56\,000$ FF
- Montant des amortissements pratiqués depuis la date de location : $56\,000 \times 3 = 168\,000$ FF
- Valeur nette comptable : $560\,000 - 168\,000 = 392\,000$ FF

Actif	Passif
Emplois Stables : + 560 000	Ressources stables : + 168 000
	Dettes financières : + 392 000

La capacité d'autofinancement

I – Définition

La **capacité d'autofinancement** (CAF) est un flux de trésorerie potentiel, c'est-à-dire un flux de fonds engendré par l'activité de l'entreprise qui représente des ressources de financement interne.

On la calcule à partir du Compte de résultat, mais on y exclue les *produits des cessions* (activité exceptionnelle) et les *subventions d'investissement* (quote-part de subventions d'investissements... compte 777). La CAF peut être utilisée pour financer de nouveaux investissements ou pour rembourser des emprunts.

II – Modes de calcul

- La méthode additive :

$$\text{Résultat net} + \text{D.A.P.} - \text{R.A.P.} - \text{Résultat sur cessions}^1$$

¹ Résultat sur cessions = Prix de cession - Valeur nette comptable

- Quote-part des subventions d'investissement

▪ La méthode soustractive :

**E.B.E. + Transferts de charges d'exploitation + Autres produits d'exploitation
– Autres charges d'exploitation ± Quote-part de résultat faite sur les opérations
en commun + Produits financiers (sauf R.A.P.) – Charges financières (sauf
D.A.P.) + Produits exceptionnels sur opérations de gestion – Charges
exceptionnelles sur opérations de gestion – Participation des salariés aux fruits de
l'expansion – Impôts sur les bénéfices.**

Le Tableau de Financement

On va s'intéresser à une analyse dynamique du risque de faillite de l'entreprise. Elle permettra d'examiner, d'analyser la situation de la trésorerie de l'entreprise au cours de plusieurs exercices. Ceci est possible par confrontation de bilans successifs et surtout par l'évolution des BFR et des fonds de roulement. Dans ce cadre, il est fait appel à des **tableaux de financement**, encore appelés *tableaux de flux*¹.

I – Méthodologie du tableau de financement

Les sommes inscrites dans les tableaux de financement correspondent à des **variations**, calculées à partir de la comparaison de deux bilans successifs.

¹ Il existe du point de vue de leur présentation, une grande variété de tableaux de financement. On peut cependant classer ces tableaux en deux grandes catégories : les **tableaux de financement fonctionnels** parmi lesquels le tableau de financement PCG 1982 (il explique les variations du patrimoine de l'entreprise au cours de la période de référence) et les **tableaux de financement de trésorerie** parmi lesquels le tableau de financement OEC.

TABLEAU 1

EMPLOIS	Exercice N	Exercice N – 1	RESSOURCES
5) Distribution mises en paiement au cours de l'exercice.....			1) Capacité d'autofinancement de l'exercice.....
6) Acquisitions d'éléments de l'actif immobilisé :			2) Cessions ou réductions d'éléments de l'actif immobilisé :
Immobilisations incorporelles.....			• Cessions d'immobilisations :
Immobilisations corporelles.....			- incorporelles : prix de cession
Immobilisations financières.....			- Corporelles.....
7) Charges à répartir sur plusieurs exercices (a) Montant transféré dans l'exercice			• Cessions ou réductions d'immobilisations financières : prix de cession remboursée.....
8) Réduction des capitaux propres (réduction de capital, retraits).....			3) Augmentation des capitaux propres : Augmentation de capital ou
Flux externes			Augmentation des autres capitaux propres
9) Remboursements de dettes financières (b)....			4) Augmentation des dettes financières
Total des emplois	X	X	Total des ressources
Variation du fonds de roulement net			Variation du fonds de roulement net

Gestion Comptable et Financière

global (ressource nette)			global (emploi net)
---------------------------------------	--	--	----------------------------------

- (a) Montant brut transféré au cours de l'exercice.
- (b) Sauf concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques.
- (c) Hors primes de remboursement des obligations.

TABLEAU 2

Variation du fonds de roulement net global	Exercice N			Exercice N - 1
	Besoins 1	Désengagements 2	Solde 2 - 1	Solde
1) • Variations « Exploitation » : Variations des actifs d'exploitation : Valeur brute Stocks et en-cours..... Avances et acomptes versés sur commandes.. Créances Clients, comptes rattachés et autres Créances d'exploitation (a)..... Variations des dettes d'exploitation : Avances et acomptes reçus sur commandes en cours..... Dettes Fournisseurs, Comptes rattachés et autres dettes d'exploitation (b)..... Totaux ① Variation nette « Exploitation » (c)..... • Variations « Hors exploitation » : Variations des autres débiteurs (a) (d)..... Variations des autres créditeurs (b)..... Totaux ② Variation nette « hors exploitation » (c).. TOTAL ① + ② : Besoins de l'exercice en fonds de roulement..... <i>Ou</i> Dégagement net de fonds de roulement dans l'exercice 2) • Variations « Trésorerie »..... Variation des disponibilités..... Variations des concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques..... Totaux ③ Variation nette « Trésorerie » (c).. 3) Variation du fonds de roulement net global (Total ① + ② + ③) : Emploi net <i>Ou</i> Ressource nette				
	X	X	± X	± X
			± X	± X
			- X	- X
			+ X	+X
	X	X	± X	± X
			-	-
			+	+

(a) Y compris les charges constatées d'avance selon leur affectation à l'exploitation ou non.

(b) Y compris les produits constatés d'avance selon leur affectation à l'exploitation ou non.

(c) Les montants sont assortis du signe (+) lorsque les dégagements l'emportent sur les besoins et du signe (-) dans le cas contraire.

(d) Y compris les valeurs mobilières de placement.

Tableau 1 :

1. La CAF de l'exercice

2. Cessions ou réductions d'éléments de l'actif immobilisé :

- Incorporelles et corporelles : il faut noter les prix de cession notés dans le compte « *produits exceptionnels sur opérations en capital* » (Compte de résultat).
- Financières : il s'agit du montant remboursé par un créancier pendant un exercice pour les prêts accordés par l'entreprise.

3. Augmentation des capitaux propres :

- Augmentation de capital.... : on prend en compte l'apport en capital effectif et réel, c'est-à-dire par apport nouveau.
- Augmentation des autres capitaux.... : il s'agit des subventions d'investissement qui ont pu être octroyé pendant l'année.

4. Augmentation des dettes financières : il s'agit des nouveaux emprunts bancaires ou obligataires. On ne prend pas en compte mes concours bancaires courants ni les découverts. Ces emprunts ont été contractés durant la période considérée (*document 2057N de la liasse fiscale*). Il peut s'agir enfin d'augmentation des comptes courants d'associés et des fonds bloqués de participation des salariés.

5. Distribution mises en paiement.... : il s'agit des dividendes du résultat précédent.

6. Acquisitions de l'actif immobilisé : il s'agit de toutes les acquisitions d'immobilisations (annexes). Si on n'a pas d'annexe, on utilise la formule suivante :

$$\text{Acquisitions} = \Delta \text{ immobilisations brutes entre } n - 1 \text{ et } n + \text{Cessions à la valeur d'origine (= prix d'acquisition du bien cédé)}$$

7. Charges à répartir sur plusieurs exercices : on y note les montants transférés pendant l'exercice (« *transferts de charges* »).

8. Réduction des capitaux propres (*rare*) : il s'agit du remboursement effectif du capital ou de retraits de l'exploitant individuel.

9. Remboursement des dettes financières : il s'agit des remboursements des emprunts obligataires à leur prix de remboursement. Il s'agit aussi des remboursements des emprunts bancaires (*Annexes 2057N*).

